



**PRÉFÈTE
DE L'AVEYRON**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
d'Occitanie**

**Arrêté préfectoral complémentaire n° 12-2025-10-24-00003 du 24 octobre 2025
portant modification du paramétrage du plan de bridage pour la protection des
chiroptères sur le parc éolien exploité par la société CEPE DE LA BAUME sur la commune
de Lapanouse-de-Cernon**

**LA PRÉFÈTE DE L'AVEYRON,
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- Vu** le code de l'environnement ;
- Vu** le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de Madame Claire CHAUFFOUR-ROUILLARD en qualité de préfète de l'Aveyron ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 5 décembre 2012 accordant un permis de construire au nom de l'État à la société SA EOLE RES pour un parc éolien situé sur la commune de Lapanouse de Cernon ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 octobre 2016 portant changement d'exploitant pour le compte de la SARL CEPE LA BAUME et portant mise place des garanties financières ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 janvier 2018 relatif à l'interdiction du fonctionnement du parc de La Baume en période diurne et fonctionnement sous conditions en période nocturne ;
- Vu** Le récépissé de la préfecture de l'Aveyron n° 14382 du 7 août 2012 octroyant le bénéfice des droits acquis à la SAS EOLE RES pour l'exploitation du parc éolien dit « La Baume » et actant son classement en régime d'autorisation sous la rubrique n°2980-1 de la nomenclature des installations classées ;
- Vu** les rapports de suivi de l'activité des chauves-souris et de la mortalité des oiseaux et des chauves-souris du parc éolien de La Baume en date de mars 2021, mars 2022 et mai 2023 par la société EXEN ;
- Vu** le porter à connaissance en date du 22 juillet 2025 par la société CEPE DE LA BAUME relatif à une demande de modification du plan de bridage pour la protection des chiroptères ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 16 septembre 2025 ;
- Vu** le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté le 16 septembre 2025 à la connaissance de la société CEPE DE LA BAUME ;
- Vu** les observations sur ce projet d'arrêté par la société CEPE DE LA BAUME en date du 24 septembre 2025 ;

CONSIDÉRANT que les résultats des trois suivis environnementaux réalisés en 2020, 2021 et 2022 sur le parc éolien de La Baume ont démontré un impact très faible des éoliennes sur les populations locales de chiroptères ;

CONSIDÉRANT qu'au regard de ces résultats le paramétrage du plan de bridage peut être optimisé ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de vérifier à tout moment que le plan de bridage est efficace et opérationnel ;

CONSIDÉRANT que cette modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 peut être imposée par l'autorité administrative, à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées ;

CONSIDÉRANT que ces prescriptions doivent être fixées par arrêté complémentaire du préfet conformément à l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron ;

- ARRÊTE -

Article 1. Modification du plan de bridage pour la protection des chiroptères

Les paramètres du plan de bridage pour les chiroptères prescrits à l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2018 susvisé sont modifiés selon les dispositions suivantes à compter de la signature du présent arrêté.

Un plan de bridage, qui consiste à arrêter la rotation des pales (mise en drapeau) de tous les aérogénérateurs du parc selon certains paramètres, est mis en œuvre. Ce bridage est opérationnel chaque nuit, du coucher du soleil jusqu'au lever du soleil, et s'effectue :

- du 1^{er} mai au 30 juin :

- pour des températures supérieures ou égales à 12 °C
- pour des vitesses de vent inférieures ou égales à 5 m/s

- du 1^{er} juillet au 31 octobre :

- pour des températures supérieures ou égales à 12 °C
- pour des vitesses de vent inférieures ou égales à 5,5 m/s . ».

La vitesse et la température sont mesurées à hauteur de nacelle.

Article 2. Mesures préventives pour les chiroptères

Pendant l'exploitation du parc éolien, tous les facteurs suivants, susceptibles d'attirer les chiroptères vers les aérogénérateurs, sont éliminés.

- Tous les aérogénérateurs, et en particulier les nacelles, sont conçues, construites et entretenues de manière à ne pas encourager les chauves-souris à s'y installer. Tous les vides et interstices sont rendus inaccessibles aux chiroptères dans la limite des contraintes techniques. Les aérogénérateurs et leurs abords sont gérés et entretenus de façon à ne pas attirer les insectes c'est-à-dire à réduire le plus possible la concentration des insectes à proximité des mâts.
- Il n'y a pas d'éclairage sauf s'il est obligatoire pour des raisons de sécurité et cet éclairage ne doit pas attirer les insectes et ne doit pas se déclencher automatiquement lors de passage d'un chiroptère ou d'un oiseau.

- L'accumulation d'eau à proximité et l'apparition de nouveaux arbrisseaux à proximité ou sous la zone de rotation des pales sont à éviter dès lors que ceux-ci sont observés sur une période de plusieurs semaines.

Article 3. Défaillance des équipements qui participent à la chaîne de réalisation du plan de bridage « chiroptères »

La défaillance du bridage chiroptères est le non-respect du plan de bridage pour des raisons techniques sur tout ou partie des aérogénérateurs du parc.

L'exploitant formalise par écrit les consignes d'exploitation, de maintenance et d'actions à mettre en œuvre en cas de défaillance pour les équipements qui participent au plan de bridage « chiroptères ». Une procédure détaillée de gestion des dysfonctionnements est établie par l'exploitant. Elle est tenue à disposition de l'inspection.

L'exploitant informe l'inspecteur des installations classées dès qu'il a connaissance d'une défaillance du bridage. L'exploitant dispose de 15 jours (ou 10 jours ouvrés) à compter de la défaillance pour apporter la solution technique. Au-delà de ce délai, les éoliennes concernées par la défaillance sont mises à l'arrêt nocturne tant que la solution technique n'est pas mise en œuvre.

Les défaillances du plan de bridage sont notifiées dans le registre de maintenance du système de bridage.

Ce registre liste l'ensemble des défaillances survenues en précisant notamment le type de défaillance, la date de la défaillance, le type de mesures correctives et/ou préventives mises en place, la date de réparation, la date de remise en route des aérogénérateurs.

Article 4. Modalités de contrôle de la mise en œuvre du plan de bridage chiroptère

Le contrôle est fait à partir des données issues du système de contrôle et d'acquisition de données en temps réel (SCADA).

Ces données sont traitées par l'exploitant pour que l'inspection dispose pour chaque aérogénérateur du parc éolien des courbes de fonctionnement et d'arrêt machine en continu avec un pas de temps de 10 minutes, en fonction de la température, de la vitesse du vent et de la vitesse du rotor (en RPM). L'exploitant présente les données sous forme de graphiques montrant la corrélation entre les périodes nécessaires de bridage et les bridages effectifs.

Les données brutes et les données traitées sont stockées par l'exploitant pendant une durée minimale de deux ans. Ces données sont transmises à l'inspection sur simple demande avec le registre de maintenance.

Article 5. Évaluation de l'efficacité du plan de bridage chiroptère

Un suivi environnemental (mortalité) est réalisé dans la première année de mise en œuvre du plan de bridage.

Ce suivi est réalisé selon les modalités définies dans le protocole national visé à l'article 12 de l'arrêté du 26 août 2011 (protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres dans sa version de mars 2018 ou version ultérieure).

Ce suivi de la mortalité est communiqué à l'inspecteur de la DREAL au plus tard dans les 6 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain réalisée dans le cadre de ce suivi.

Dans le cas où le suivi conduirait l'exploitant à envisager des modifications du plan de bridage, l'envoi du suivi à l'inspecteur de la DREAL est complété par un porter à connaissance.

Article 6. Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R. 311-5 du code de la justice administrative, il peut être déféré auprès de la cour administrative d'appel de Toulouse, soit par voie postale, soit par Télérecours (www.telerecours.fr) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

a. l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b. la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Conformément aux articles L. 181-17 et R. 181-51 du code de l'environnement, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier son recours à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision.

Article 7. Affichage et publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie du présent arrêté préfectoral complémentaire est déposée à la mairie de Lapanouse-de-Cernon et peut y être consultée ;

2° Un extrait du présent arrêté préfectoral complémentaire est affiché à la mairie de Lapanouse-de-Cernon pendant une durée minimum d'un mois. La maire de Lapanouse-de-Cernon fait connaître, par procès verbal adressé à la préfecture de l'Aveyron, l'accomplissement de cette formalité.

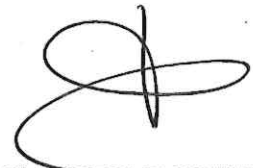
3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de l'Aveyron pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 8. Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie, l'inspection chargée des installations classées pour la protection de l'environnement et la maire de la commune de Lapanouse-de-Cernon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des administratifs de la préfecture de l'Aveyron et dont une copie sera notifiée à la société CEPE DE LA BAUME.

Fait à Rodez, le

24 OCT. 2025



Claire CHAUFFOUR-ROUILLARD